

## Déclarations liminaires CTMs du 25 avril 2019

### CTM à 9 h 00 - BREXIT

Rien n'a changé fondamentalement depuis le dernier CTM alors que toutes les OS ont voté contre vos propositions d'arrêté. Une fois de plus, nous constatons que malgré votre volonté d'afficher une transparence en matière de dialogue social, vous nous démontrez le contraire. Nous considérons à ce stade que le dialogue social est à sens unique. Votre entêtement à ne pas vouloir nous entendre risque fort de se retourner contre vous !

### CTM à 10 h 30

**C'est en toute transparence que nous vous alertons sur l'opacité de votre monologue social !**

#### Fusion des SG en DDI

Le ministère de l'Intérieur tente un véritable « hold up » pour mettre la main sur les secrétariats généraux des DDI aujourd'hui et au final sur l'ensemble des services déconcentrés de l'État.

Le gouvernement est resté inflexible et indifférent à l'expression unanime des organisations syndicales du CT des DDI en cautionnant un véritable passage en force...n'attendant même pas les conclusions de la mission d'inspection qu'il a diligentée et les conclusions du grand débat.

Nous vous invitons à prendre connaissance du sondage réalisé par le SNAMA FO sur le sujet où 93 % des agents interrogés sont hostiles au départ de leurs secrétariats généraux.

A ne pas vouloir entendre, le gouvernement a déjà connu quelques déconvenues...saura-t-il enfin apprendre de ses erreurs ?

#### SEA

**FO Agriculture** a alerté l'administration sur le départ de certains agents des SEA qui sont lassés de ne pas voir d'amélioration de leurs conditions de travail. **FO Agriculture** vous rappelle que la perte de ces compétences aurait des conséquences très négatives dans les SEA. Malgré nos multiples alertes depuis de nombreuses années, **FO agriculture** déplore l'amateurisme dont fait preuve l'administration pour régler les problèmes.

### L'ambiance dans les départements et régions

Lors des rencontres bilatérales avec les agents, les IGAPS et les directions, **FO Agriculture** constate une très forte inquiétude à tous les niveaux. Le moral est au plus bas, aussi bien pour les agents que les encadrants. Vos directeurs, vos chefs de service sont aussi inquiets sur l'avenir, sur le dialogue social, sur l'état de santé de notre ministère. Ils nous le disent sans l'écrire : c'est bien dommage ! C'est donc en toute transparence que nous vous alertons !

### Réorganisation des missions de sécurité sanitaire des aliments

Les missions de sécurité sanitaire ne sont plus une priorité pour le MAA. En effet, notre ministère envisage tout simplement de les laisser partir dans la sphère du privé (contrôle de la remise directe) ou de les regrouper au sein d'un établissement ou service interministériel ! Et notre ministre le cautionne au travers d'une lettre de mission du 18 avril dernier signée avec d'autres ministres. Mais peut-être madame la présidente n'êtes-vous pas au courant de l'existence de cette lettre ? Interrogés par nos représentants, certains hauts fonctionnaires en département ne le sont pas à ce jour ! La transparence nous direz-vous ?

### Temps de travail des fonctionnaires

Que l'exécutif nous épargne ces manipulations politiciennes : nous avons lu dans la presse de nombreux articles concernant le temps de travail des fonctionnaires. Nous sommes scandalisés par ces atteintes et aucun des ministres ne les ont démenties.

Si l'on prend le bilan social des DDI en 2017 (et ce n'est qu'un exemple), nous constatons que les agents ont réalisé, au cours de cette année, près de 250 000 heures supplémentaires « écrêtées », soient l'équivalent de 150 ETP « occultes ». Ce bilan démontre que, loin de devoir être stigmatisés, les fonctionnaires mériteraient d'être valorisés et récompensés pour leur engagement au bénéfice d'un service public républicain soumis à des contraintes de réduction drastique de ses moyens.

### Opération de communication de la cellule de signalement des discriminations

Nous appelons votre attention sur les limites de l'opération de communication. 25 000 dépliants ont été envoyés aux structures, mais l'information aux agents n'a pas été transmises dans tous les services. Y a-t-il un blocage des directeurs ?

### Attractivité des postes en abattoirs

Le groupe de travail a enfin été réactivé. Cependant, en absence d'augmentation de la dotation d'objectifs en abattoir, nous craignons que les recommandations de l'OMM restent sans suite encore longtemps. Cette situation est totalement inacceptable et dangereuse pour les collègues.

### RIFSEEP

Des groupes de travail ont eu lieu. **FO Agriculture** a recadré l'enthousiaste de notre administration décidée à nous débiter par oral sa vision idyllique du RIFSEEP. Ce que nous déplorons ! Il aurait été préférable que nous disposions en amont de documents écrits et que la réunion spéciale « prime », demandée notamment pour les techniciens supérieurs depuis 3 ans, ait eu lieu. C'est une fois de plus à un monologue social auquel nous assistons. Nous tenons à rappeler que **FO Agriculture** est contre le RIFSEEP. Nous nous sommes néanmoins mobilisés sur le sujet. Nos équipes internes travaillent activement et un sondage en cours conforte notre position. Nous vous faisons savoir que dans le corps des techniciens supérieurs, les agents sont prêts à se mobiliser massivement s'ils n'obtiennent pas entière satisfaction.

### FranceAgriMer

Les organisations syndicales représentatives de cet établissement ont été consultées pour émettre un avis sur le projet de décret concernant la nouvelle gouvernance de FranceAgriMer.

Alors que la consultation écrite des OS était en cours, **FO Agriculture** a eu la désagréable surprise d'apprendre par ses représentants en région, que ce projet avait été transmis aux services territoriaux, avant même que les organisations syndicales n'aient pu rendre leur avis.

Là encore pour **FO**, le dialogue social ne doit pas simplement être un jeu d'affichage auprès des tutelles et de la communauté de travail.

### Enseignement agricole

En boycottant le CNEA du 2 avril et en votant « contre » à celui du 16 avril, **FO**, avec une majorité des membres du CNEA s'est exprimée contre la modification des seuils de recrutement dans l'enseignement agricole. Cette mesure est d'abord destinée à restituer des postes. Nous disons **NON** au tribut que l'enseignement agricole doit verser pour la suppression des 120 000 postes annoncée par le gouvernement. Nous considérons que si ce dispositif était mis en œuvre, il détériorerait les conditions de travail de nos collègues, mais surtout, il dégraderait les conditions d'accueil des jeunes dans nos établissements. La formation des jeunes est un pari sur l'avenir de notre pays. Nous continuons de demander le retrait de cette mesure !

Depuis plusieurs années maintenant, nous tirons la sonnette d'alarme concernant Oniris et la dégradation du dialogue social dans cet établissement. Il est maintenant urgent d'agir. Une procédure de reconstruction des relations dans cette école est sur le point d'être mise en œuvre. C'est l'opération de la dernière chance. Il faut ne plus échouer. La DGER doit prendre ses responsabilités.

Le regroupement (on peut maintenant parler de fusion !) des grandes écoles de l'enseignement supérieur, Montpellier SupAgro et Agrocampus-Ouest, se fait dans l'urgence et la précipitation. Comment les autres écoles vont-elles se positionner ? Que vont devenir les équipes de VetAgrosup et d'Oniris qui ne sont pas veto ? Va-t-il y avoir « défusions » ou transformation de parties d'écoles qui fusionneront avec le Grand établissement ? Toutes ces incertitudes pèsent sur les personnels alors que les fusions, commencées il y a un peu plus de 10 ans, ont laissé des marques profondes.

### En conclusion

Un dialogue social qui va mal, un ministère qui se disperse, des orientations qui changent au gré des ministres qui se succèdent et qui ne se ressemblent pas ! Des annonces politiques qui détruisent les fonctionnaires et pour finir des agents qui vont mal jusque dans nos hauts fonctionnaires incapables de tenir le cap du navire qui coule et qui ne se remettra jamais de cette politique destructive de la fonction publique. Les annonces du Président de ce soir n'y feront rien, bien au contraire, elles ne feront qu'aggraver le climat social auquel nous nous sommes habitués depuis 23 semaines et auquel le gouvernement est incapable de répondre.

Devons-nous toujours dialoguer avec un gouvernement et une administration qui ne veut rien entendre ?

C'est pourquoi **FO** appelle plus que jamais tous les fonctionnaires le 9 mai dans l'unité syndicale à participer à la journée de mobilisation pour défendre nos valeurs et notre fonction publique bafouée jour après jour.

Merci de votre attention